

B. MERCREDI

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

**PRIX**  
 Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.  
 Province, 43 fr. »  
 La France, 21 fr. »  
 Allemagne, 48 fr. »  
 Angleterre, 47 sh. »  
 Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.

**D'ABONNEMENT.**  
 Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRES

**ANNONCES ORDINAIRES**, 30 cent. la ligne, payable d'avance.  
**RECLAMES (avant les annonces)**, 1 fr. 50 la ligne, payable d'avance.  
**FAITS DIVERS** (corps de journal), 3 fr. la ligne.  
 Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue 1-3, Roussau, 54, ou à M. LAFFITTE, BULLIER et C<sup>e</sup>, 8, place de la Bourse.  
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à M. HASENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Brême, Vienne, Bâle, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne.  
 Pour l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

Observatoire Royal.

31 juillet, à midi.

25<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMETRE OBSERVE.	752 <sup>m</sup> 46
Thermometre centigr. du barometre.	22 <sup>o</sup> 2
Thermometre centigr. de l'air.	21 <sup>o</sup> 6
Id. maximum depuis hier midi.	20 <sup>o</sup> 4
Id. minimum depuis hier midi.	17 <sup>o</sup> 7
EAU LOMB.	2 <sup>m</sup> 60
VENT.	50
SOLEIL, lever.	4 h. 24 m.
Id. coucher.	7 h. 47 m.
LUNE, lever.	soir. 0 h. 01 m.
Id. coucher.	4 h. 20 m.

## AVIS.

Le nombre des collections du *Journal officiel de la Commune* que nous avions réunies au mois de juin, et mises, à titre de PRIME, à la disposition de nos abonnés, ayant été épuisé plus promptement que nous ne l'avions prévu, il nous a été impossible de satisfaire à quelques-unes des dernières demandes qui nous sont parvenues. — Dans cette situation, nous avons dû cesser de faire paraître, en tête des colonnes de *L'Indépendance*, notre avis relatif à cette prime.

Depuis lors, nous avons pu nous procurer une certaine quantité encore des mêmes collections. Nous venons donc informer nos souscripteurs qui n'ont pas été servis jusqu'ici, — bien qu'ils nous aient adressé des demandes régulières, qu'ils le seront au premier jour; — nous venons donner avis, en même temps, à ceux de nos abonnés qui, n'ayant pas souscrit encore, désireraient le faire, qu'ils peuvent nous adresser leurs demandes dans les conditions que déjà nous avons fait connaître et qui sont les suivantes :

Prix de la souscription dans nos bureaux : fr. 15.  
 Pour les provinces belges et l'étranger, l'affranchissement en plus, savoir :  
 Belgique, grand-duché de Luxembourg . . . . . fr. 0 65  
 Hollande, Grande-Bretagne . . . . . 1 25  
 Allemagne, Autriche, Suisse . . . . . 1 50  
 France, Italie, Russie, Serbie, Principautés danubiennes . . . . . 2 50  
 Danemark, Espagne, Portugal, Grèce, Egypte, Turquie, Tunis, Tripoli, Maroc, Malte . . . . . 3 00  
 Suède, Gibraltar . . . . . 3 50  
 Norvège . . . . . 4 00

Toute demande doit être accompagnée du montant, en une valeur à vue, du prix de la souscription (15 fr.), augmenté du prix d'affranchissement à destination, selon le pays où réside le souscripteur.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes qui ne seraient pas faites dans ces conditions.

## REVUE POLITIQUE.

Nous n'en sommes plus à des conjectures sur l'empire français. Le télégraphe nous apporte des chiffres qui peuvent, dès à présent, servir de base aux calculs dont le résultat final sera la constatation de la richesse de la France et de la confiance absolue que l'Europe tout entière a dans sa solvabilité.

Les résultats connus, hier à minuit, à Versailles, donnaient un total de plus de 26 milliards, dont 12 milliards pour Paris, 2 milliards pour les départements et plus de 12 milliards pour l'étranger. Mais il est certain que les chiffres définitifs iront bien au delà, pour l'étranger surtout.

La Belgique a pris une large part, à cette colossale opération, dont le succès a si colossalement dépassé toutes les prévisions les plus optimistes. On y a souscrit au delà de neuf milliards. A elle seule, la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Bruxelles et à Anvers, a réuni pour cinq milliards deux cents millions de souscriptions.

L'ensemble des souscriptions recueillies par ce puissant établissement, et plus de 12 milliards en France et au dehors, ne s'élève pas à moins de sept milliards six cents millions.

La fameuse maison Bleicher, de Berlin, avait souscrit, dès dimanche, pour près d'un demi-milliard.

Une autre grande maison allemande, la mai-

son Salomon Oppenheim junior, de Cologne, a souscrit également pour un demi-milliard.  
 On assure que dès hier les agents de change et les banquiers de Paris disposaient déjà en espèces, pour le premier versement, de ressources couvrant à elles seules le chiffre total des trois milliards et demi offerts au public.  
 D'après ces indications, il devient évident que l'emprunt sera couvert huit ou neuf fois, sinon même davantage.

M. Thiers, accompagné de M. V. Lefranc, s'est rendu hier à deux heures de l'après-midi dans le sein de la commission de prorogation. La séance était levée à quatre heures et les membres se sont promis le secret; on en est donc réduit aux conjectures sur les explications échangées. On sait cependant que M. Saint-Marc Girardin a prononcé un discours très-bien reçu par le gouvernement, mais demandant si celui-ci ne constatait pas un grand accroissement de l'esprit révolutionnaire en France et la nécessité de l'induire.  
 M. Thiers, qui peut être fier à juste titre des résultats obtenus et qui n'aura pas manqué de faire connaître à ses auditeurs les premiers et immenses succès de l'emprunt, a dû déclarer qu'il ne travaillait contre aucun parti, mais qu'il avait accepté le gouvernement avec la forme républicaine, il mettait son honneur à la conserver.

Cette forme est si bien acceptée aujourd'hui, depuis la constatation de l'insuccès de la droite monarchique de l'Assemblée de Versailles à la détruire, que dans les journaux les plus autorisés les discussions ne roulent plus sur le point de savoir si elle sera maintenue, mais si les éléments conservateurs et réactionnaires qui l'ont combattue jusqu'ici seront admis à l'exploiter à leur profit exclusif. Ils réclament maintenant le droit non seulement de la servir, mais de la diriger et de la manier à leur gré, sous prétexte qu'ils sont en majorité à la Chambre. La gauche repousse à bon droit cette prétention qui cache mal les arrière-pensées de républicains d'occasion, décidés à être le moins longtemps possible, et qui inspirent d'ailleurs des inquiétudes personnelles trop évidentes pour ne pas la rendre suspecte.

Un autre indice du progrès que fait l'idée républicaine, c'est le sentiment de plus en plus répandu de la prochaine dissolution de l'Assemblée nationale. La prorogation est considérée comme le prélude de sa mort. Déjà un député de la gauche a déposé une proposition tendant à décréter des élections générales pour le mois de février 1873, et dans des réunions privées du centre gauche on commence à agiter la question comme devant s'imposer, dans un délai rapproché, à l'examen des membres de la représentation. Dans une de ces réunions tenues ces jours-ci à Versailles, deux opinions se sont produites, l'une pour demander la dissolution sans phrases, aussitôt après les vacances, l'autre pour faire dépendre l'appui à donner à la proposition déjà déposée et cet effet de l'attitude que la droite et le centre droit prendront à la rentrée de l'Assemblée.

En attendant, le projet d'un rapprochement entre les deux centres est plus abandonné que jamais, malgré le bruit contraire que quelques journaux persistent à accréder. Le centre gauche a délibéré hier sur la note publiée récemment par le *Journal des Débats* et la discussion a été résumée par un désaveu formel de cette note et des velléités qu'elle révélait. La réunion a déclaré avoir donné à personne le mandat de formuler un nouveau programme, les déclarations du général Chanzy en faveur d'une république conservatrice et modérée restant toujours le programme du centre gauche.

Notre dépêche de Versailles d'hier n'avait rien exagéré, en parlant de la vive agitation qui avait régné pendant la séance de l'Assemblée nationale. Le tumulte a été d'une violence extrême, à certains moments, comme on pourra en juger par notre correspondance parlementaire.

Les marchés incriminés n'ont, en vérité, joué qu'un rôle bien accessoire dans cette discussion passionnée, et, dans le fait, si la commission des marchés et son président, M. d'Audiffret, avaient dû se maintenir sur ce terrain, ils auraient éprouvé quelque peine probablement à en tirer avec eux une majorité. Leur but, d'ailleurs, n'était pas si simple. Ce qu'ils voulaient, c'était provoquer une manifestation contre le gouvernement de la défense nationale et contre la république, — contre la république surtout. Tout le discours de M. d'Audiffret-Pasquier n'a été qu'une exaltation à cette démonstration antirépublicaine, et le vote n'a été qu'un pur acte de parti.

Ni la commission d'étude, ni le gouvernement de la défense nationale, ni M. Naquet, ni M. Gam-

betta n'en sont atteints, et si, dans le scrutin, M. d'Audiffret-Pasquier a réussi à rallier la majorité de 384 voix, ce n'est qu'après avoir été battu d'une façon écrasante, dans la discussion, par M. Gambetta. Sur ce point les témoignages impartiaux sont absolument unanimes, et la correspondance de Versailles du *Journal des Débats* est entièrement d'accord avec l'appréciation de la République française.

L'ajournement de l'Assemblée à la fin de cette semaine ne fait plus l'objet d'aucune doute. Son ordre du jour sera épuisé, sauf la loi sur le jury. M. Thiers, se séparant sur ce point de M. Dufaure, a dû déclarer à la commission de prorogation qu'il lui paraissait préférable de ne pas aborder l'examen de cette matière avant les vacances.

On a distribué aux députés, outre une proposition de M. Marcel Barthe ayant pour but d'introduire dans le règlement plusieurs dispositions nouvelles, un rapport de M. Rouvère, au nom de la commission des marchés, sur l'habilitation des mobilités de Loir-et-Cher. Ce sera un nouveau sujet de discussion irritante. Nous devons noter également la distribution du projet de loi du gouvernement ayant pour objet d'attribuer exclusivement à l'Etat la fabrication et la vente des allumettes chimiques.

Les avis du Nord et du Pas-de-Calais constatent que l'apaisement continue. La grève est presque terminée. On a redoublé de vigilance, à l'occasion du dimanche et du lundi, surtout dans les cabarets. Heureusement ces précautions extraordinaires sont devenues inutiles.

L'empereur Guillaume a terminé sa cure à Ems et compte partir dans quelques jours pour Gastein. Il rencontrera l'empereur François-Joseph à Salzbourg le 3 août. Le prince-héritier, qui a eu une entrevue si cordiale avec le monarque autrichien à Ischl, et qui est retourné à Berchtesgaden en Bavière, se dispose à rendre visite à la famille royale de Wurtemberg qui réside actuellement à Friedrichshafen, sur les bords du lac de Constance. La ville de Stuttgart prépare au prince impérial une réception brillante.

On mande de Vienne à la *Fanfulla* de Rome, que, dans un récent conseil des ministres, il a été décidé, après l'assentiment préalable de l'empereur, qu'à l'avenir le chef de la monarchie austro-hongroise et ses successeurs conserveront le titre de Majesté Impériale et Royale, mais le reconstruiront au titre de Majesté Apostolique.

Le renvoi du patriarche romain des arménocatholiques d'Orient et la confirmation par la Porte du nouveau patriarche élu, ont porté au comble l'exaspération du Pape. Non content de réclamer pour le chapeau de cardinal le triste service que lui a rendu M. Hassoun, le Pape s'en prend maintenant aux catholiques d'Orient en masse. Les frappe de la grave excommunication et les déclare séparés de l'Eglise romaine. Cette nouvelle sera annoncée *ubi et ubi* par une encyclique. Ce n'est pas la Porte ni les Arméniens qui s'en plaindront. Pour que la curie romaine consommât même le schisme, elle doit être frappée de vertige ou bien compter sur des troubles et une guerre civile en Orient. Mais ces espérances sont déçues et toute cette agitation ne servira qu'à mettre en relief l'impuissance des colères séniles du Vatican.

En Espagne des rencontres de bandes carlistes et de gardes civiles sont encore signalées. La Correspondencia de Madrid nous apprend qu'un Catalogne la garde civile a de nouveau battu les bandes de Tristany, de Sanz et de Castells, leur tuant huit hommes, en blessant trente autres, dont un commandant, et faisant trois prisonniers. La garde civile a eu un mort et six blessés; un officier a disparu.

## Naissance d'une princesse.

Laeken, 30 juillet, 4 heures.

S. M. la Reine vient de donner le jour à une princesse, qui recevra les noms de Clémentine-Alberta-Marie-Léopoldine.

La mère et l'enfant vont bien.

La naissance de la princesse Clémentine a été constatée par un procès-verbal dressé par le ministre de la justice.

Ont signé cet acte en qualité de témoins :

Le président du Sénat;

Le président de la Chambre des représentants;

Les ministres à portefeuille;

Le général Chazal, ministre d'Etat, commandant la résidence royale;

Les président et procureur général de la cour de cassation;

Le général Renard, inspecteur général des gardes civiques du royaume;

Le gouverneur de la province du Brabant;

Le bourgmestre de Bruxelles.

L'acte de l'état civil a été dressé par le bourgmestre de la commune de Laeken.

Les témoins de cet acte étaient :

M. le comte de Theux, membre du conseil des ministres;

Le ministre de la justice;

Les président et procureur général de la cour de cassation;

Le grand-marchal de la Cour;

Le grand-maitre de la Maison de la Reine.

La délivrance de la Reine a été annoncée à la population de la capitale, par la proclamation suivante de M. le bourgmestre de Bruxelles, affichée sur tous les murs de la ville :

« Ville de Bruxelles.

» Le bourgmestre a l'honneur d'informer ses concitoyens que Sa Majesté la Reine vient de donner le jour à une princesse qui a reçu les noms de Clémentine-Alberta-Marie-Léopoldine.

» L'hôtel de ville et les bâtiments communaux seront immédiatement pavés.

» Ils seront illuminés ce soir.

» Fait à Bruxelles, le 30 juillet, à 6 heures.

» Signé : J. ANSPACH. »

Nous lisons dans le *Courrier de Bruxelles* :

« L'émotion journalistique commencée aujourd'hui contre les députations se continuera demain contre le ministère à propos des nominations de bourgmestres. Les nominations dont s'est déjà occupé le pouvoir occulte. Nous savons que, sous prétexte de modération, des influences puissantes cherchent à faire prévaloir le principe que les anciens bourgmestres ou échevins doivent être renommés partout où ils ont été réélus, même si tous leurs partisans ont été ravalés et remplacés par leurs adversaires. C'est purement et simplement un nouveau genre d'anarchie constitutionnelle sur lequel nous aurons à revenir. »

Avis au ministère pour le cas où il aurait la pensée de maintenir dans leurs fonctions de bourgmestre M. Smolders à Louvain, M. Van Put à Anvers, et M. Lelièvre à Namur.

Une petite malice du *Journal de Bruxelles* :

« L'Indépendance dressé un acte d'accusation en règle contre le ministère et dit, entre autres choses :  
 « Vous avez le droit d'ordonner au gouverneur (de Namur) de prendre son recours contre l'arrêté de la députation. Pourquoi n'en avez-vous rien fait ?  
 « Vous êtes complice et le pays vous demandera compte de votre conduite. »  
 « Nous n'avons qu'un mot à répondre : le gouverneur de Namur a pris son recours dans le délai légal. »

La réponse n'est pas triomphante.

Notre « acte d'accusation » est du 28 juillet. Au moment où nous le rédigeons, on ignorait que M. le gouverneur de Namur eût exercé son recours au Roi. Le délai était expiré depuis vingt-quatre heures.

Notre « acte d'accusation » d'ailleurs était hypothétique et conditionnel. Nous disions au ministère : Si l'arrêté de la députation permanente doit devenir exécutoire, sans que le gouverneur ait exercé son recours, sans que vous lui en ayez donné l'ordre, vous êtes dans votre tort; vous êtes responsable du déni de justice qui aura été commis.

Le ministère s'est parfaitement rendu compte de cette situation. Le pouvoir du gouverneur épargne un blâme au ministère, mais confirme notre appréciation. Nous ne regrettons donc pas notre réquisitoire. N'eût-il d'autre mérite que d'avoir amené le *Journal de Bruxelles* à confesser le fait du pouvoir du gouverneur, dont il n'avait rien dit jusque-là.

D'après une dépêche d'Anvers qu'on nous communique, les élections communales, malgré les espérances contraires qui prédominaient ces jours derniers, seraient annulées.

D'importants renforts de gendarmerie auraient été appelés.  
 Nous ne reproduisons ces nouvelles que sous toutes réserves.

Le Précurseur, annonçant l'annulation prochaine de l'élection communale d'Anvers par la députation permanente, recommande ces termes le calme à la députation anversoise :

« Nous espérons que les renseignements dans lesquels nous avons toute confiance, la députation permanente annulera aujourd'hui ou demain nos élections communales. »

« En vue de cette décision M. Van den Bergh, fr. de bourgmestre, a requis un renfort de gendarmes pour les postes militaires sont doublés partout dans la ville. »

« La députation permanente veut se sentir appuyée par la force armée avant de rendre un fol et dangereux arrêt. »

« Nous engageons nos concitoyens au calme et à se défier surtout de la provocation qui leur est adressée. »

« La plus grande des fautes politiques serait de tomber dans le piège qui nous est tendu. »

« La députation permanente ne juge pas en dernier ressort. »

« Le gouverneur de la province appellera d'une décision qui serait la violation la plus révoltante du droit, et cet appel du gouverneur sera infailliblement soutenu par notre population, de la façon la plus énergique, auprès du ministre de l'intérieur. »

« Infailliblement aussi le pays la soutiendra dans cette démarche légale. »

« Bien que nous soyons les adversaires politiques du ministère, nous sommes convaincus qu'une administration dont MM. Malou, de Landsheere et Delcourt font partie, ne soutiendra pas la députation permanente de notre conseil provincial dans sa folle équipée contre le droit et la volonté légitime exprimée du corps électoral. »

« Les plus solides garanties du droit résident dans la liberté. Respectons donc la liberté pour nos adversaires égarés comme pour nous mêmes. »

Le même journal a reçu de Malines le télégramme suivant :

« Le nommé Joseph Verbaet, témoin déposant dans l'enquête provoquée par la députation permanente sur des faits de corruption attribués aux libéraux, a été condamné ce matin, par notre tribunal correctionnel, à huit jours de prison et 25 fr. d'amende, du chef de calomnie et de diffamation. »

Le conseil communal de Bruxelles doit se réunir lundi prochain, 3 août, en séance obligatoire et annuelle pour la reddition du compte de l'exercice 1871.

Le festival de la kermesse de Bruxelles a réuni trente-deux sociétés musicales, d'un mérite généralement médiocre.

En dépit d'une chaleur accablante, en dépit des défectosités d'une exécution souvent imparfaite, il y avait foule autour des kiosques où les musiques étrangères se sont fait entendre.

M. le bourgmestre, qui a reçu et complimenter les sociétés, auxquelles a été naturellement offert l'Inévitabilité vin d'honneur, a présidé à la collation des « prix de tenue. »

Le premier prix pour la plus belle tenue militaire a été décerné aux fanfares de l'artillerie de la garde civique de Namur (pour les villes); et à la Société des Fanfares de Machelen (pour les communes rurales).

Le premier prix pour la tenue civile a été partagé entre le Cercle Saint-Hubert de Bruxelles et l'Harmonie de Warleton. Le second prix a été donné au Cercle Grétry de Molenbeek-Saint-Jean et à l'Harmonie Sainte-Cécile de Willebroeck.

Dimanche matin, la phalange namuroise, à laquelle une mention particulière est due, car elle s'est vraiment distinguée, a donné des réjouissances à M. le gouverneur du Brabant et à M. le bourgmestre de Bruxelles.

On nous prie de signaler à l'attention des autorités compétentes le déplorable état d'incendie où on laisse la sortie du bois de la Chambre, vers Uccle :

« Peut-être seulement pendant une heure, — nous écrit-on, — et cela arrive parfois sous notre zone tempérée, voilà les abords du bois de ce côté-là tout à fait impraticables pour deux jours. Les pauvres pèlerins attirés par le fallacieux poteau d'Uccle, tout bannant neuf, s'engagent dans ce chemin, enfoncent jusqu'à la cheville et patagent, Dieu sait comme, au grand contentement de saint Crépin; les voitures sont les roues, sabot à l'air, s'enlèvent sous l'étreinte de ce long sabot d'argile, n'avaient que pour eux, les charbonniers, et les chevaux, n'en parviennent pas, la Société protectrice des animaux nous mettrait à l'amende sous l'inculpation de travaux forcés injustement imposés à d'honorables bêtes qui, comme toutes les bêtes, ont droit à notre sollicitude. »

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

On annonce la mort du duc de Castropignano, marquis d'Alfede, sénateur, d'origine italienne, ancien préfet de la province de Naples.

## LA FAUTE DU MARI (1).

PREMIERE PARTIE.

Il y a quelques années, Richard Destreès était officier aux chasseurs d'Afrique. Il avait la plus insouciance et la plus heureuse jeunesse. Il aimait sa carrière, et trouvait que la vie est un bienfait de Dieu. Il faut pour cet optimisme des qualités naïves et des circonstances d'exception. Richard avait une charmante expression de physionomie, un beau front, de grands yeux noirs, un joli sourire sous sa fine moustache, l'imagination vive, le cœur tendre, le goût de tous les plaisirs et de toutes les belles choses. A peine sorti de Saint-Cyr, il s'était empressé de s'inscrire. Dans ses loisirs de garnison, il avait lu les poètes et les historiens, et, comme il se sentait entraîné vers la littérature, il s'était mis à écrire une histoire des guerres et batailles de la France. Il avait de la sorte vécu dans l'intimité de tous les grands hommes, s'enflammant d'un ardeur généreuse pour les hauts faits, étudiant avec une curiosité attentive les évolutions de la politique, admirant Bayard et ne méprisant pas Machiavel. Ce travail, qui fut long, l'avait préservé des oisivetés dangereuses. Il le quittait chaque jour au bout de quelques heures pour les devoirs de sa profession ou pour les distractions du monde.

Richard se plaisait dans la société des femmes, dont son esprit, sa conversation originale, la délicatesse de ses sentiments et la grâce de ses manières le faisaient bien accueillir. Il avait pris l'habitude, sans fausse apparence, d'obtenir auprès d'elle des succès qui lui donnaient plus de joie que d'orgueil. C'est ainsi que très-longtemps il s'était abandonné au courant de

ses études, qui lui étaient chères, et de ces joies de cœur qui lui étaient indispensables. Sa situation auprès des hommes, des chefs surtout, était quelque peu différente : Richard était pour eux un officier à coup sûr fort distingué, très-courtois, très-respectueux, et cependant ils devaient en lui, bien qu'il fût loin de l'attacher, une sorte d'indifférence de son métier, non point haineuse, mais due à cette indépendance de caractère que l'on contracte dans le travail assidu et solitaire. Il ne semblait pas poursuivre, ne sachant peut-être pas assez l'art de les brigrer, ces approbations ordinaires, ces récompenses lentes et successives que les subalternes zélés sollicitent de leurs efforts et de leurs instances. Aussi ne lui accordait-on pas, en revanche, ce qui ne coûtait rien, on se montrait prodigue envers lui de bienveillance aimable et de compliments sans résultat. A vingt-cinq ans, dans une chaude affaire, il avait tué de sa main un chef arabe et pris un drapeau. Cette action d'éclat lui avait valu d'être décoré et d'attirer sur lui l'attention toute sympathique d'un général qui le choisit pour aide-de-camp. Ces élégantes fonctions, qui rehaussaient une croix vaillamment gagnée, paraissent suffire entièrement à l'ambition de Richard. Il n'était pourtant encore que lieutenant, et de plus habiles que lui eussent exploité cette chance soudaine. Il en était incapable, et malheureusement il avait pour général un de ces chefs assez nombreux dont la protection est purement platonique, et qui se font une loi d'égoïsme et facile de l'employer que pour eux-mêmes, par crainte de le compromettre, le crédit dont ils disposent. Celui-ci d'ailleurs aimait Richard et le faisait complaisamment l'ordonnateur de ses fêtes militaires. Il le garda ainsi à son service, le choyant et le ménageant comme un ami dont il n'eût point su se passer, mais ne s'imaginant pas que s'il avait grande envie lui-même d'être général de division, l'humble compagnon de son existence et le confident de son ambition pût avoir le désir d'être capitaine. Richard le devint ce-

pendant la l'ancienneté, à trente ans révolus, et comme à cette même époque son général, nommé divisionnaire, quittait le commandement qu'il avait exercé, le nouveau capitaine, libre de sa personne et de ses actes, demanda et obtint un congé qu'il se proposa de passer en France. Ce fut à Paris qu'il alla tout d'abord. Il le connaissait pour y avoir fait de courts séjours et y avoir pris de rapides plaisirs. Il y venait cette fois avec un but différent; il voulait y publier son histoire militaire de la France. Il sentait intérieurement, quoiqu'il n'eût osé s'en ouvrir à personne, que c'était là une œuvre savante, bien faite, mûrement méditée, et, tant qu'il en fut une à une les feuilles d'épreuves, il s'imagina que ce livre, en paraissant,



bier, chez Pion, sous ce titre : les *Volontaires du génie dans l'Est*, un récit de la campagne des Vosges.

**THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-HUBERT.** — La première représentation de *la Troupe d'argent* aura lieu aujourd'hui, jeudi 1<sup>er</sup> août. Bien ne s'oppose plus à la complète exécution de la pièce. Le dernier échafaudage de la salle a été enlevé cette nuit. M<sup>lle</sup> Juvet est arrivée avec ses collègues artistes des Bonnes-Parisiennes; les répétitions générales commenceront aujourd'hui mardi.

## Bulletin de la bourse de Bruxelles

Les succès qu'a obtenus la souscription à l'emprunt français dépassent toute prévision. On calcule qu'il est converti au moins dix fois. Une seule maison de notre ville, la Banque de Paris et des Pays-Bas, avec sa succursale d'Anvers, a souscrit, dit-on, plus de 6 milliards, c'est-à-dire, une fois et demi la totalité de l'emprunt.

En présence de ce résultat réellement fabuleux, il n'est pas étonnant de voir l'emprunt à 2.30 p. c. de prime, et les échéances à 2.60.

Une spéculation qui s'est faite sur une grande échelle, c'est l'achat d'éventualités, et la revente immédiate d'une certaine quantité de forme. La répartition, qui n'accroît pas la probabilité que 10 pour cent des demandes, amène de rachats considérables puisque l'on comptait sur 25 à 30 pour cent.

L'emprunt ancien s'enlève en même temps que son frère cadet, mais dans des proportions plus modestes. On le traite à 85-90.

La hausse également sur les Métaux à 59 1/2.

Les diverses valeurs de la cote se maintiennent fermes; le 4 1/2 p. c. belge a repris le cours de 102, et le 4 1/2 p. c. de la Caisse d'amortissement celui de 95-90.

Les obligations des chemins de fer ont un bon courant d'affaires à des cours soutenus. Les actions Anvers-Rotterdam progressent encore de 20 fr. à 580.

En change on négocie le Londres à 25 3/4, et le Paris à 3 par mille de prime.

Dernier cours : 2 30 de prime pour le nouvel emprunt et 80 pour l'ancien.

## Communications et avis divers.

### BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS.

## EMPRUNT NATIONAL FRANÇAIS 1872

### DE TROIS MILLIARDS.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a l'honneur d'informer Messieurs les souscripteurs qu'ils peuvent se présenter à leur caisse pour retirer les 4/5 des sommes versées pour la souscription.

Bruxelles, 30 juillet 1872.

Bale en 44 heures, trains à grande vitesse, 1<sup>re</sup> classe fr. 63-55. Office Suffel, M. de la Cour.

— Mérimis aux anciens prix, Marché-au-Bois, 8.

## NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'indépendance.)

Paris, le 29 juillet.

Toutes les nouvelles aujourd'hui sont naturellement concentrées sur l'emprunt. Il faut se mettre en garde contre les appréciations d'un caractère trop optimiste; mais, même en rabattant beaucoup de ce qui se dit, il est impossible de méconnaître tout ce succès dépassant encore ce qu'on pouvait en espérer. Les évaluations les moins élevées sur cette grande opération ne vont à rien moins qu'à annoncer une souscription de 20 à 25 milliards, et, je le répète, je ne prends que les évaluations les plus modestes; j'ai ajouté que toutes les souscriptions ne sont pas également sérieuses. Mais ce qui n'est pas contestable, c'est qu'il restera au moins pour 9 à 10 milliards des plus solides.

On sait qu'un groupe de banquiers, parmi lesquels se trouve M. de Rothschild, avait offert de le couvrir seul une fois et demi. D'autres puissances financières, entre autres le syndicat des agents de change, ont offert de souscrire également la totalité de la somme demandée.

La ville de Constantinople, aux dernières nouvelles, souscrivait à elle seule pour 400 millions. Un petit détail assez curieux : le neuve du quartier d'Arménie est venu franc de rentes irrégulières, à souscrire 200 mille francs de rentes irrégulières pour les besoins de l'église d'Arménie. On cite un particulier arrivé des Pays-Bas apportant avec lui 300 mille florins en argent; un seul agent de change avait réuni une somme de 16 millions en numéraire. On voit que l'argent ne manque pas.

C'est aujourd'hui que M. Thiers a dû être reçu au sein de la commission de prorogation. On ne peut savoir encore naturellement ce qui s'y est dit, mais il est facile, d'après quelques indices semi-officiels, de deviner ce qu'aura répondu le président de la république. Il n'aura pas dissimulé la gauche, dont les votes en sa faveur n'ont jamais été conditionnels. Il n'aura pas méconnu les progrès qu'a faits l'idée républicaine et s'en sera déclaré hautement responsable, mais non, comme on a essayé de le faire croire, par suite d'une propagande dont les pressions, s'il en avait le souci, de s'occuper, non par des promesses administratives plus que difficiles à couvrir, avec des préfets pour la plupart d'après aux idées des régimes précédents, mais parce qu'en établissant l'ordre matériel, en désarmant la révolte et en mettant fin à l'anarchie, en rendant à toutes les nations de l'Europe confiance en la France et à la France confiance en elle-même (les derniers résultats d'hier et d'aujourd'hui le prouvent), ces succès acquis et ces résultats

atteints ont profité à la république de fait et qui le devient moralement de droit. M. Thiers aura demandé de nouveau aux membres de la commission, s'ils eussent voulu qu'il gouvernât mal tout exprès pour faire tort aux institutions actuelles, et je ne sais pas ce qu'on aura pu lui répondre.

Il n'a eu lieu chez M. Varner, député de Reims, une réunion de quelques députés et quelques journalistes appartenant à l'opinion de la gauche et du centre gauche, MM. Leboucq, Lamé, Lepère, Girard, de Marcère, et parmi les écrivains, M. Pessard, rédacteur en chef du *Soir*. La question mise à l'ordre du jour était celle de la dissolution. Deux opinions se sont produites : l'une demandant la dissolution sans phrases et sans discussion (bien entendu par les voies de la persuasion légale); l'autre subordonnant l'initiative de cette campagne parlementaire au refus que ferait, à la rentrée, la droite de se rallier à la république.

Le danger, si danger il y a, n'est pas que l'extrême majorité refuse de se rallier à la république, mais qu'elle veuille se mêler de la faire à sa guise, et c'est là ce qui peut être objet à M. Molinari dans le *Journal des Débats*, lorsque succédant à M. Lecomte, dont l'article avait paru généralement une adhésion formelle du journal à la république, il a paru revendiquer, au nom du parti conservateur, l'honneur d'être admis à y contribuer. A coup sûr, tout le monde pensera que le parti conservateur sera très-bien venu de se soumettre à la république; mais vouloir aujourd'hui exclure du sein de l'Assemblée, des hommes qui, depuis qu'ils font partie de l'Assemblée, n'ont cessé de la soutenir de leurs convictions plus ou moins anciennes, et confier cette tâche à ses plus cruels ennemis, ralliés uniquement aux institutions nouvelles dans un intérêt de réélection, c'est là, il faut le dire, une prétention insoutenable et qui provoque de très justes défiances. On en a fini de cette grotesque utopie de la république sans républicains.

Plusieurs députés, entre autres M. Barni et M. Ernest Duvergier de Léaurance, ont écrit aux journaux de leurs départements pour expliquer les votes qu'ils ont émis relativement à l'impôt des matières premières.

Il est inexact que le comte de Chambord doive aller passer le mois d'août en Suisse, comme on l'a annoncé. Le chef de la branche aînée de Bourbon restera à Frohsdorf. Le duc d'Aumale, qu'on dit de plus en plus accablé, va retourner à Aix-les-Bains.

Il paraît se confirmer que les officiers allemands lèvent une carte topographique très-détaillée de la Marne et de la Haute-Marne, avant de quitter ces départements.

La *Gazette du Midi* est poursuivie pour fausses nouvelles, à la suite du récit fabuleux d'immenses dépôts d'armes et de munitions trouvés dans la grotte de Collobrière. Il est mieux valu sans doute laisser le bon sens public faire justice de cette burlesque invention; mais, puisque décidément le gouvernement actuel continue la fâcheuse tradition des procès de presse, il n'est que juste qu'ils ne soient réservés exclusivement aux journaux républicains, et l'on sait dans quelles proportions ces derniers sont atteints. Le *Republicain de l'Est* vient d'être condamné, une descente, qui a eu pour résultat la saisie d'une lettre, a eu lieu à Lyon, dans les bureaux d'un journal suspendu, la *Republique républicaine*.

Sur les dix-neuf personnes arrêtées à Marseille, à la suite de la représentation tumultueuse de *Rabagas*, il en est neuf qui attendent encore sous les verrous de savoir s'il y aura à leur égard suite donnée à l'affaire ou ordonnance de non-lieu. Cependant on se demande en vain quel peut être le délit légal persistant après la première enquête chez des gens arrêtés dans la bagarre et qui ne peuvent au pis-aller être convaincus que d'avoir voulu siffler *Rabagas*.

Toujours grève des m-çons à Bordeaux. On a publié un manifeste des entrepreneurs qui fait naître l'espérance d'un arrangement.

Une demande a été formée par le conseil municipal de Toulouse auprès du ministre de l'instruction publique pour que l'école préparatoire de médecine de cette ville soit érigée en Faculté; plusieurs demandes analogues ayant été formées par d'autres villes, le ministre a dû répondre qu'il ne pouvait que prendre note de ces vœux et qu'il devait consulter sur cet ensemble de demandes le conseil supérieur de l'instruction publique.

(Correspond. particulière de l'indépendance.)

Versailles, 29 juillet.

Après le vote de quelques projets d'intérêt local et le dépôt de quelques propositions, parmi lesquelles l'on distingue une qui a pour but de rendre les navires aptes à porter hypothèques, voici un scrutin sur une demande de crédit de 91 millions applicables à des dépenses urgentes imputables au compte de liquidation des charges de la guerre.

M. Louis Passy, rapporteur, dit à l'appui quelque chose que l'on n'entend point. Le crédit est voté.

Salle comble aujourd'hui. On estime que la séance sera la dernière séance intéressante avant la prorogation.

Le bruit que M. Thiers donnera toute satisfaction à la droite continue à courir. On donne à l'appui ce détail que M. Thiers serait tout à fait favorable au principe des dispositions du projet de loi électorale que vous avez publiées et dont vous avez pu, par conséquent, apprécier l'esprit restrictif du suffrage universel. Ce geste donné à la droite complèterait à ses yeux pour bonne garantie. M. Thiers, on ne s'opposait pas à la restriction du suffrage universel, il ne ferait pas un grand sacrifice, étant donné l'ensemble bien connu de ses idées.

Après le scrutin, voici à la tribune M. Naquet pour la discussion du rapport de la commission des marchés qui le concerne.

M. Naquet commence à rappeler quelques faits des raisons d'être de la commission d'étude des moyens de défense dont il faisait partie; il fait connaître sa composition. Selon lui, la commission d'étude ne passait pas de marchés (marchés), mais examinait les inventions que l'on soumettait à son examen. On se souvient, en effet, combien alors pullulaient les inventions et les inventions; on sait aussi que M. Naquet est un professeur de chimie très-distingué. « Si malgré son but d'origine, la commission d'étude a eu à connaître de marchés passés, dit-il, c'est que le ministre de la guerre lui a renvoyé des propositions; enfin, la commission se bornait à opiner, et c'est le ministre qui signait les marchés. Nous n'avions pas d'artillerie, poursuit M. Naquet; nous n'avions pas un canon qui avait des canons d'acier rayés à longue portée. N'était-il pas logique de nous en procurer? C'est ce que nous avons essayé. On dit que nous avons payé cher; nous avons préféré fixer un prix maximum qui ne pouvait être dépassé à discuter et léser de façon à ne point être servis; que si nous avons fait observer que nous n'avions pas voulu payer plus de 25 millions, je répondrais que nous ne pouvions prévoir l'armistice que nous avons tous regretté. »

« Je tiens à préciser mon rôle, poursuit M. Naquet, je ne suis pas un militaire (bâtard), je suis chimiste; je savais bien en général que nous avions besoin de canons, mais je ne savais pas si ceux qu'on nous proposait étaient bons ou mauvais; je consultais donc les membres de la commission qui étaient militaires. Arrivant au marché lui-même, M. Naquet déclare, — ce qui a son importance, — que c'est après la conclusion de ce marché seulement qu'il a vu la commission d'armement qu'on pouvait avoir les mêmes canons à meilleur marché. Il ajoute :

« Mais, en résumé, il ne s'agit pas d'un marché, mais d'un embauchement de matériel, puisque le traité n'a pu être exécuté et n'a coûté, au demeurant, aucune indemnité à l'Etat. Encore un mot; le rapport dit que si le marché avait été exécuté, il aurait été onéreux à l'Etat. Messieurs, s'il avait été exécuté, nous aurions eu de bons fusils et de bons canons, et qui sait ce qui serait arrivé? Vous savez que la déroute du Mans fut causée par la fuite des mobiles Bretons, qu'il... »

Oh là-dessus ouragan. Les mobiles bretons mis en cause, justes dieux ! Et je vous jure que les députés de la Bretagne ont des poudrons, depuis M. Brice jusqu'à M. de Lorgère.

Enfin cela s'apaise, et M. Naquet continue la discussion du rapport. « Selon l'avis de M. Desborties, des canons valent 75 mille fr. la batterie, dit-il. M. Lecomte ne le pensait pas; mais qui ne se souvient des défaites alors suscitées de toutes parts contre M. Lecomte? Je les partageais. »

« Je ne croyais pas que M. Lecomte fût un malhonnête homme; mais je pensais qu'il ne croyait pas à la défense, et, par conséquent, s'occupait davantage de modérer les dépenses que de procurer des armes. En somme, poursuit M. Naquet, je ne défends pas l'opération commerciale, je ne dis pas que j'ai conclu un bon marché; j'explique les sentiments sous l'empire desquels j'ai agi. Quant à la réception des armes, ce n'était pas mon affaire. Si elles étaient mauvaises, il ne fallait pas les recevoir. »

Enfin, voici le point délicat. « On a parlé, dit-il, de sommes données aux membres de la commission; et il cite les passages des interrogatoires et du rapport parlant des sommes versées à de hauts employés pour obtenir un arrangement. « Il y a, dit-il, 50 mille dollars que MM. Valentine et Billing prétendent avoir déboursés à Versailles pour obtenir un règlement conforme à leurs désirs; si ces sommes avaient été déboursées à Versailles et en juin 1871, évidemment ce ne seraient plus les agents du gouvernement de la défense nationale qui les auraient reçues. Il faudrait donc savoir, en effet, si ces sommes ont été données et à qui. »

M. d'Audiffret-Pasquier monte à la tribune pour répondre à M. Naquet : « Mon rôle est pénible, dit-il; j'ai agi d'un collègue. Mais je le remplirai sans suivre M. Naquet dans tous les détails où il a cru devoir entrer. C'est au système général que je m'attaque. Aussi avez-vous vu que la commission imputait la responsabilité de M. Gambetta. Il s'était établi un singulier système; de tous côtés, tout le monde achetait. Or, il n'y a pas un stock d'armes inépuisable; les armes coûtent cher et sont d'un emploi restreint. Aussi avait-il une sorte de bourse des armes où l'on vendait des « promesses de canons. » Pourquoi la commission d'étude a-t-elle abandonné son rôle — chimique — pour faire des marchés ? »

M. d'Audiffret est, comme toujours, véhément, virulent. Son discours est un réquisitoire. Il requiert contre M. Naquet et fait à nouveau l'éloge de M. Lecomte, qui avait en tous cas un excellent système; celui de ne pas avoir recours aux intermédiaires.

Pourtout où les intermédiaires apparaissent, M. d'Audiffret se méfie; et, généralement parlant, il n'a pas tort. « Comment, dit M. d'Audiffret, M. Naquet ne s'informe-t-il pas au moins de la moralité des intermédiaires de leur solvabilité? Il aurait appris que celui-ci avait laissé sa malle à l'hôtel, faute de pouvoir payer; que cet autre était signalé partout comme un escroc. »

« Et cette entrevue dans l'antichambre de M. Gambetta? Là encore, et pour la troisième fois, M. Lecomte dit à M. Naquet : Mes bons canons ne valent rien. J'en puis avoir de pareils à 35 mille francs la batterie. N'allez pas faire acheter cela à Gambetta. — Non, dit M. Naquet; et il entre dans le cabinet du dictateur; quand il sortit, le marché était signé. Vous voyez

donc, messieurs, que de deux choses l'une : ou M. Naquet a la responsabilité lui seul, ou il la partage avec le ministre de la guerre. »

Mais M. d'Audiffret accuse, accuse et accuse encore; on s'en étonne, car, dans les coulisses parlementaires on se disait depuis quelques jours : « L'opinion de la commission est que M. Naquet a été le plus jouable des hommes d'affaires. Mais on ne l'accuse pas davantage. Tout à l'heure encore, dans son discours, M. Naquet rappelait à cet égard les propres paroles, à lui dites, par le duc d'Audiffret. Eh bien ! voilà qu'à la tribune ce dernier fulmine et s'écrit en désignant M. Naquet : « Oui, c'est bien le diable de cette triste machine; *deus ex machina*. »

En manière de péroraison, M. le duc d'Audiffret rappelle que tout le monde décline la responsabilité. « Les uns n'ont rien fait; les autres n'ont rien su. Quant à M. Gambetta il reconnaît bien que la responsabilité générale des faits lui appartient; mais il établit qu'au point de vue des détails il ne pouvait pas en connaître. Il faut pourtant que la responsabilité se trouve. »

A la suite voici venir le réquisitoire contre le lieutenant-colonel Desborties. Le colonel Desborties est aussi assez mal traité. Il y a une lettre de lui à M. Saint-Laurent qu'on interprète mal. Puis il demande à l'Assemblée, au gouvernement s'il ne faut pas enfin une sanction au blâme de la conscience publique et si la commission des marchés continuera à dérouler les scandales de Lyon, de Lille, etc., sans autre conclusion.

Alors soudainement général à gauche, M. Challemeil qui était, vous le savez, préfet de Lyon, commissaire de la défense, demande qu'on dise enfin de quoi on l'accuse. M. Testelin, qui avait la même situation dans le Nord, demande la parole. M. Laurent Pichat et Rouvier, Lasserre et Henri Brisson s'agitent. La droite applaudit à tout rompre le duc.

Mais bientôt, malgré les efforts des amis qui s'interposent, M. Challemeil court jusqu'à la tribune. Enfin, le duc s'explique : « En parlant des scandales de Lyon, je n'ai pas voulu mettre en cause un de mes collègues; j'oubliais pas cependant que ce qui paraît venir d'être condamné par le tribunal de Lyon. » (Applaudissements encore à droite.)

Au milieu du tumulte, M. Raoul Duval s'écrit en regardant la gauche : Demandez donc la dissolution ! — Où? tout nous la demandons à gauche.

M. d'Audiffret reprend son thème, la sanction. Et alors il prononce à peu près ces graves paroles : « En 1830, on a mis en accusation les ministres qui avaient signé les ordonnances; mais nous nous sommes récemment demandé compte au ministère du 2 janvier auquel nous devons les désastres de 1870? Quant aux ministres en place, nous pouvons, il est vrai, en les frappant d'un vote de défiance, les renverser; mais quand les événements révolutionnaires qui les ont fait surgir les ont rendus à la vie privée, que pouvons-nous? Ainsi se trouve encouragé par l'impunité ces hommes sortis des bas-fonds, qui aux heures de crise s'emparent des places. »

Que va donc demander le duc d'Audiffret? Une mise en accusation? « Non, la commission n'a pas pensé que l'Assemblée pût se transformer en tribunal; il ne faut pas de confusion de pouvoir. » « Et... on ne s'en serait pas douté au cours du débat. — « Mais la commission demande le renvoi de son rapport au ministre compétent, qui agit. » (C'est-à-dire qu'elle demande la mise en retraite d'emploi de M. Desborties.) Sans vouloir inscrire des conclusions semblables au bout de son rapport, elle me charge, à l'unanimité, de vous dire qu'elle frappe d'un blâme M. Naquet et M. Desborties.

M. Gambetta monte à la tribune à 5 h. 1/2. Il ne décline aucune responsabilité. « Il y a deux mois, il avait été convenu qu'il y aurait à la tribune des explications publiques sur l'œuvre d'ensemble de la délégation de Tours et de Bordeaux; aujourd'hui, c'est à propos d'un fait isolé, d'un détail, qu'on entre à l'improvvisé dans la discussion, qu'on cherche au moins à jeter un brandon de discorde entre les partis à la veille des vacances parlementaires. Il y a un an, j'étais accusé par vos journaux, messieurs de la commission des marchés, d'être avec M. Lecomte le monopoleur des marchés d'armes, d'avoir profité de lui des bénéfices aux dépens du pays. Aujourd'hui vous êtes obligés de reconnaître que la commission d'armement de M. Lecomte était le type de l'honnêteté commerciale. »

M. Gambetta, véhément comme M. d'Audiffret, mais avec cette éloquence dantonienne que vous savez, qualifie hautement le rôle de M. d'Audiffret-Pasquier. Il prononce le mot d'accusateur public. Nouvel ouragan. « Vous n'avez pas le droit, poursuit-il, de parler des affaires de Lyon et de Lille avant d'avoir déposé le rapport. »

Enfin : « Venons-en, dit M. Gambetta, aux conclusions de M. d'Audiffret. Deux choses l'une : ou vous êtes des juges ou vous n'en êtes pas. Et vous n'en êtes pas. Vous n'en avez que le calme ni les uns, ni les autres. Si donc vous en êtes, condamnez. Si vous n'en êtes pas, supprimez de vos commentaires et de vos discours, les conclusions dont vous ne voulez pas inscrire le dispositif à la suite de votre rapport. »

M. Gambetta examine ensuite les faits de la cause; on a parlé de la désunion qui existait dans le sein du gouvernement à Tours et à Bordeaux : « Hélas ! messieurs, ce gouvernement était une chose humaine. Et il n'y a pas qu'à Tours et à Bordeaux qu'on a vu des hommes pleins de jalousie, de défiance, etc. » Mais vos paroles sont pleines d'insinuations et de sous-entendus : il faut accuser franchement, en face, catégoriquement.

« Quant aux canons en question, il est vrai que j'ai signé le marché qui payait ces canons 75 mille fr. Mais j'affirme que je ne savais pas alors que les canons ne valaient pas ce prix. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

Un débat personnel s'engage entre MM. Gambetta et d'Audiffret à propos d'une des pièces du dossier, puis d'une seconde. L'Assemblée est tumultueuse. Terminer-elle aujourd'hui la discussion? Ne la terminera-t-elle pas? Je ne puis le savoir, hélas ! car il me faut à 6 h. 20 quitter la salle des séances pour courir au chemin de fer.

Paris, sept heures et demie. — M. Thiers est allé dans la commission de prorogation et est resté jusqu'à trois heures. Les membres de la commission sont muets, mais... je crois néanmoins pouvoir vous donner les renseignements suivants en sûreté de conscience :

Les membres de la droite et du centre droit ont posé leurs questions à M. Thiers qui y a répondu par des assurances selon leur gré et sur un ton qui leur a convenu; les questions se multipliaient, un membre de la commission, qui y représentait le centre gauche, a répondu à ses collègues de la droite d'un ton peu rigoureux, et M. Thiers s'est mis avec les membres de la droite contre son intempêtif défenseur. Ce n'a été qu'un petit détail, disait-il. Mais ce petit détail en disait long, assurément en confiance les commissaires de la droite, à leurs collègues.

Demain la commission se réunira de nouveau à neuf heures du matin pour délibérer sur les réponses de M. Thiers et nommer son rapporteur.

Sans pouvoir rien affirmer, je crois que les probabilités sont en faveur de M. Baudin; en effet, dans la majorité de la commission, il est le seul pouvant aborder la tribune qui ne soit pas en *piqué* personnel avec M. Thiers. S'il est nommé, ce sera donc un signe de l'accord établi entre le Président et la commission.

Le train parlementaire n'est pas encore arrivé. La séance ne fera donc qu'assez tard.

Paris, 11 heures du soir. — M. Gambetta continue son argumentation; l'un des documents pour lesquels il est en discussion avec M. d'Audiffret est une déposition de M. Maurice Lévy, très-estimable agent du ministère de la guerre, qui déclare n'avoir pas pu croire ni supposer que les batteries offertes à 75,000 fr. fussent les mêmes que celles que M. Lecomte prétendait pouvoir se procurer à 35,000 fr.

M. Gambetta explique qu'il y avait dans les arsenaux américains des canons de diverses valeurs. Certaines batteries, ayant fait un long service, pouvaient ne valoir que 35,000 fr., tandis que celles qui étaient neuves ou presque neuves en valaient 75,000.

Interrompu par les rumeurs et les rires de la droite, M. Gambetta s'écrit : « Je vous apporte ces raisons d'un homme spécial, vous riez; je vous parle de la situation des arsenaux des Etats-Unis, vous riez; de quoi voulez-vous donc que je vous parle alors ? »

« Si j'étais, continue M. Gambetta, que nul à ma place n'eût fait et n'eût pu faire autrement que je n'ai fait il semble que je revendiquai ma responsabilité tout en la limitant. »

L'orateur établit ensuite, et c'est là un point de la discussion à noter, qu'au moment où il a quitté le ministère, le marché n'ayant pas été consommé et les rapports du capitaine Guzman ne laissant plus aucun doute tant sur la valeur des armes offertes que sur la moralité des contractants, le gouvernement qui lui succédait pouvait résilier le marché.

« En effet, le gouvernement nouveau commence par résilier le traité. Pourquoi ne s'en tient-il pas là? C'est qu'il s'en tour il se trouve avec des prises avec les mêmes difficultés qui assaillissent son prédécesseur. Il se trouve en présence des Kabyles révoltés et de Paris insurgé. Pour avoir raison de de l'insurrection algérienne et de l'insurrection parisienne, il lui faut des canons. »

« Justement, un M. Garçon, banquier américain, présentant une incontestable responsabilité, offre alors de livrer ces batteries à 31,500 fr. Le gouvernement nouveau, un gouvernement régulier celui-là, va-t-il accepter cette offre? Non. Il la repousse et fait revivre le traité primitif avec Valentine Billing et Saint-Laurent. »

« J'aurais, reprend M. Gambetta, j'aurais le droit de dire que cela ne me regarde en rien, qu'il y a un nouveau contrat. Mais je ne le ferai point, car je trouve précisément dans ce fait la preuve que ce prix de 75,000 fr. n'était point si exagéré ou du moins ne le paraissait point, puisque, sans y être tenu, le gouvernement qui a succédé à celui de la défense nationale reprend le marché de son propre gré et assume la responsabilité de son exécution. »

« Le devoir strict de la commission, ajoute-t-il, se résume en ce point : spéculer sur certains marchés isolés, mais si elle trouve des faits, des malversations, des prévarications, de livrer aux tribunaux les coupables, quels qu'ils soient, fussent-ils membres de cette Assemblée. »

M. le duc d'Audiffret-Pasquier va sans doute répondre. Non, c'est M. Raoul Duval qui monte à la tribune.

Pour lui le ressort de ces débats une délicate responsabilité pour ceux qui ont continué la guerre moins pour sauver l'honneur du pays que pour se maintenir au pouvoir !

Vous pouvez juger des clameurs par lesquelles la gauche accueille ce préambule. La moitié des députés sont debout. Les interpellations entre les deux côtés de l'Assemblée s'entrechoquent, on se montre des poings, on crie, le vacarme est à son comble, un moment on dirait qu'une rixe va s'engager.

M. Duval continue au milieu du bruit, il lit un ancien discours de M. Thiers, dans lequel la continuation de la résistance est sévèrement jugée.

Nouvelles réclamations de la gauche. Cette fois ce sont les députés torrains qui protestent. « Les Prussiens ne valaient pas ce prix. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

« Non-seulement je ne savais pas le prix de ces canons, mais M. Lecomte ne m'avait pas alors offert les siens. J'ignorais absolument que M. Lecomte pût fournir des canons. »

siens, s'écrit M. Bertel de Nancy tenant le même langage. »

Pour M. Duval, M. Naquet est hors de cause, c'est M. Gambetta seul qui est responsable.

« La grande majorité de cette Assemblée sait se retrouver, dit-il, quand il s'agit de faire un acte véritablement conservateur. C'est à cette majorité qu'il faut appeler. »

M. Duval parle ensuite de la campagne qu'on poursuit en dehors de l'Assemblée en faveur de la dissolution, mais le bruit croissant m'empêche de saisir cette partie de son argumentation.

L'orateur descend de la tribune. On va voter sur les conclusions de la commission.

M. Naquet vent parler. Il est à la tribune, attendant que le silence lui permette de se faire entendre.

« Messieurs, dit-il, je n'ai jamais entendu me soustraire à la responsabilité de mes actes, je la revendique comme M. Gambetta revendique la sienne. La commission ayant renoncé à proposer un blâme contre nous, j'accepte le renvoi au ministre comme une affirmation de cette responsabilité que je n'ai jamais







L'approvisionnement est peu considérable et le prix sont en baisse.

*Carne.* — L'avoine est descendue du 8 d. à 1 sh. 10 p. l'arter.

*Grain.* — Le maïs se vend lentement, mais ses prix sont élevés.

*Herbes et paille.* — Les fèves et les pois sont recherchés, mais il n'y a pas de variation dans les prix.

*Grain.* — La farine, qui se vend lentement, maintient ses prix.

*Grain.* — Le marché est calme. Les nouvelles récoltes sont satisfaisantes et, grâce à l'activité de la demande, les prix se maintiennent élevés.

*Grain.* — Récolte 1871. Mid et East Kent, 1,262,500 bushels; West Kent, 1,000,000; Sussex, 175 à Farnham, 288 75 à 340 25, les 50 kilos.

*Grain.* — Récolte 1870. Mid et East Kent, fr. 75 à 152 les 100 kilos; West Kent, fr. 75 à 143 75 id.; Sussex, 25 à 34 25 id.; Farnham, fr. 40 à 175 id.; An-  
ter, fr. 31 25 à 50 id.

7. **Arrendamiento de maquinaria**